

Lutte contre la désindustrialisation et pour la compétitivité, beaucoup d'efforts, peu de résultat : mais qu'est-ce qui plombe la France ?



Des efforts sont faits régulièrement depuis plusieurs années dans le cadre de la lutte pour la désindustrialisation et pour soutenir les entreprises, des baisses de charge sont notamment régulièrement annoncées. La méthode pour lutter contre la désindustrialisation et en faveur de la compétitivité n'est-elle pas la bonne en France ? L'euro participe-t-il au problème de compétitivité de l'industrie française ?

Avec Alexandre Delaigue

Atlantico : « Nous étions sur le plan industriel les idiots utiles du village global » a estimé Boris Vallaud aux universités d'été du Medef. Vous avez marqué votre désaccord avec lui [sur twitter](#) . En quoi a-t-il tort selon vous ?

Alexandre Delaigue : C'est un propos relativement ancien. L'expression était utilisée par Hubert Védrine pour d'autres domaines. L'idée est que l'Europe serait la seule puissance économique à ne pas utiliser sa puissance et serait prise dans un libréchangisme naïf contrairement à tous les autres pays, soucieux de leurs intérêts, qui pratiqueraient une politique commerciale moins naïve. C'est une banalité à différents niveaux. On entend la même rhétorique aux Etats-Unis, en particulier vis-à-vis de la Chine. Quand on regarde les politiques commerciales concrètement, l'Europe s'est toujours ouverte de manière très offensive avec la volonté de créer un ordre économique international qui lui soit favorable. Cela a pour effet que quand elle signe des traités commerciaux, elle demande qu'un certain nombre de ses priorités passent devant les intérêts des autres pays. De ce point de vue-là, l'Europe n'a jamais été naïve, mais des intérêts divergents conduisent à ce que la politique adoptée ne convienne pas à tous. La France est par exemple très attachée à l'exception culturelle et à la politique agricole commune quand l'Allemagne privilégie le fait d'avoir des débouchés industriels.

Des efforts sont faits régulièrement depuis plusieurs années, les présidents successifs annoncent régulièrement des baisses de charge. Est-ce donc que la méthode pour lutter contre la désindustrialisation et en faveur de la compétitivité n'est pas la bonne ?

On peut résumer le problème de la France de la manière suivante. Avant 1983, la France était spécialisée assez largement dans le milieu de gamme. Pour cette spécialisation, la France était devenue spécialiste dans des systèmes de change fixes pour obtenir la possibilité de faire une dévaluation, quand les autres ne la faisaient pas, lorsqu'il y avait un problème de balance commerciale. On dévaluait le franc pour préserver la compétitivité en cas de problème. A partir du tournant de 1983, on a décidé de ne plus avoir recours à la dévaluation et qu'on allait se transformer en l'Allemagne. Grâce à la monnaie forte, nous allions avoir des entreprises, puisque sans possibilité de se satisfaire de la dévaluation pour retrouver leur compétitivité, qui allaient être obligées de faire des efforts qualitatifs. Mais cela n'a jamais vraiment fonctionné. Face à ce constat, à partir des années 1990, on a commencé à entendre qu'il fallait baisser les charges des entreprises. On est entré, dès lors, dans un système contradictoire. Les entreprises doivent devenir compétitives grâce à la qualité de leurs produits mais comme nous n'y arrivons pas, on cherche à compenser par la baisse des coûts salariaux (ce qui revient au même que dévaluer). Mais les entreprises ne vont pas faire les efforts d'efficacité et de productivité si elles savent qu'en faisant pression elles vont avoir un avantage sous forme de baisse du coût du travail. On incite à monter en gamme en règlementant mais quand on constate que cela ne fonctionne pas, soit les secteurs périclitent, soit on leur fournit des aides d'une manière ou d'une autre.

L'autre problème est qu'une spécialisation « moyenne » est difficile à maintenir dans la situation de l'époque avec l'émergence de pays comme la Chine. L'Italie est un peu dans le même cas de figure que la France à ce titre. Certains états des Etats-Unis ont aussi connu des délocalisations dues à ce phénomène.

L'euro joue-t-il dans le problème de compétitivité actuel de l'industrie française ?

Le passage à l'euro avec les différentes parités monétaires a cristallisé certains avantages et inconvénients. L'Allemagne s'est retrouvée dans l'euro avec une parité bien plus favorable que d'autres. Il est donc plausible, et la crise de la zone euro l'a montré, que le passage à l'euro s'est fait au prix d'inconvénients économiques.

D'un autre côté, sans le passage à l'euro le coût de la dette publique serait bien plus élevé. Le passage à l'euro a donné la possibilité d'avoir un énorme produit d'exportation : la dette publique française. Cela permet d'avoir un énorme afflux de capitaux qui ont pour contrepartie un déficit extérieur. Notons aussi que la désindustrialisation a été bien plus importante en Grande-Bretagne qu'en France.

Quelles solutions permettraient de sortir cette situation ?

La question est difficile car on ne pourra pas tout compenser. On ne peut pas imaginer un état qui imposerait aux entreprises un travail cher. On pourrait en revanche envisager un effort d'investissement public visant à orienter la dépense publique vers l'investissement, l'augmentation des compétences et la compétitivité en général en ciblant les secteurs. Cela nécessiterait d'abord de faire un diagnostic de nos forces et de ce dans quoi nous sommes capables d'être bons. Et on a du mal à avoir ce type de programmes publics actifs. C'est ce qui a permis le développement du nucléaire français dans les années 1970-1980. Cela paraît inconcevable aujourd'hui. Premièrement, nous ne sommes pas lucides sur nos atouts et deuxièmement, ce qu'on a été capable de faire afin de créer un avantage économique important, nous n'en sommes plus capables aujourd'hui.